



COMMUNIQUE DE PRESSE

La magie de l'uniforme à l'école

Le Conseil Régional de la Région Auvergne Rhône-Alpes (AURA) souhaite expérimenter le port de l'uniforme au lycée dès la rentrée 2024.

La FCPE 26 fait le point et précise sa position au sujet de cette expérimentation.

Que nous promet-on ? Que veut-on ?

Les Conseils Départementaux FCPE des départements de la région ont été invités à une première réunion d'information au Conseil Régional le 01 février. Un document vante les finalités de cette expérimentation :

- Renforcer la cohésion entre élèves et améliorer le climat scolaire.
- Valoriser l'image de l'établissement
- Réduire les différences sociales
- Favoriser la réussite scolaire des élèves

C'est magique ! Et pourquoi ne pas arrêter la faim dans le monde et toutes les guerres ?

Qui peut croire que l'uniforme obligatoire puisse répondre à cela ? Aucune étude, aucune analyse ne fournit le moindre fondement théorique à ce projet. Conservateur, pour ne pas dire réactionnaire, faisant référence à une France qui n'a jamais existé, nous pensons au contraire qu'il vise à formater une jeunesse calme, obéissante, voire docile.

A contrario le Ministère de l'Education Nationale doit garantir un enseignement de qualité, former assez de professeurs qualifiés, et supprimer les classes surchargées. Il serait bien avisé de s'attaquer plutôt au séparatisme social en mettant fin aux avantages indus accordés aux établissements privés.

Quant au Conseil Régional, qu'il s'intéresse plutôt aux conditions matériels d'apprentissage (isolation thermique et phoniques des bâtiments, végétalisation des cours, matériel pédagogique adapté, cantines de qualité, et suffisamment d'agents techniques ou administratifs).

Nous attendons de l'école qu'elle transmette des valeurs communes, au premier rang desquelles la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité. Ces valeurs ne se situent pas dans le port imposé d'un morceau de tissu, fut-il fabriqué dans notre région !

Au lieu de mettre un voile sur les inégalités, nous voulons qu'elles soient sérieusement traitées !

Le Conseil Régional annonce des lycées « volontaires » sans même que les conseils d'administration de ces établissements n'aient été saisis. Nous sommes dans l'opacité totale. En l'absence de cadre juridique le Conseil régional renvoie même la responsabilité juridique aux établissements scolaires qui devront gérer la mise en œuvre effective de ces uniformes. Les Conseils d'administration et les personnels des établissements concernés apprécieront !

Qui paiera la facture ?

Le coût de chaque kit est d'environ 270 €TTC. L'expérimentation pourrait représenter un engagement financier de 800 k€ à 1 M€ (pour 3 000 à 4 000 élèves). Mais le Conseil Régional ne s'engage pas au-delà des deux ans de l'expérimentation pour la prise en charge complète des tenues, sans participation des familles.

Cela pourrait faire 50 millions pour l'ensemble des lycées de la région si cette généralisation était décidée. Une projection faite par des élèves de l'INSA Lyon donne le chiffre de 3,5 milliards d'euros si le port de l'uniforme était généralisé à toutes les écoles de France.

In fine, nous sommes donc convaincus que le financement des uniformes reviendra aux familles. Et combien de kits par an pour des enfants qui grandissent !

Un réel risque de concurrence exacerbée entre les établissements !

Les uniformes de la région Auvergne Rhône-Alpes porteront obligatoirement 3 logos : le drapeau tricolore, le logo de la région Auvergne-Rhône-Alpes et celui de leur établissement. Mais nos enfants ne sont pas des porte-drapeaux ni des panneaux publicitaires. Le fait d'afficher dans l'espace public l'appartenance à tel ou tel lycée n'est pas un facteur d'égalité mais au contraire un risque de stigmatisation pour les uns et d'affichage d'une supériorité sociale pour les autres. L'effet inverse de ce qui est annoncé !

Une évaluation approximative !

En réponse à notre demande, le Conseil Régional n'a fourni aucun chiffre, aucune étude sur l'état des lieux dans les 5 lycées, ni dans la région, quant au climat scolaire, aux inégalités, aux incivilités, au harcèlement, à l'insécurité, au bien-être, à la réussite scolaire... autant de sujets sur lesquels prétend se fondre pourtant l'argumentaire en faveur de l'uniforme.

Nous demandons, en tant que fédération de parents d'élèves, à être pleinement associés à la définition du protocole et à la mise en œuvre de l'évaluation.

Malheureusement, la précipitation avec laquelle les décisions ont été prises à ce jour, le calendrier imposé pour un démarrage à la rentrée 2024, le manque total de concertation constaté à ce jour nous laissent penser que l'évaluation sera précipitée et bâclée.